

Fatiha Boudjahlat : «Transferts de devises des immigrés vers les pays d'origine, Montebourg avait raison! »

écrit par Antiislam | 16 novembre 2021



Du Figaro :

TRIBUNE – À la lumière de son expérience personnelle, l'enseignante et essayiste Fatiha Boudjahlat juge que la proposition de l'ancien ministre socialiste, vite reniée par l'intéressé devant le tollé à gauche, avait le grand mérite de dire des réalités passés sous silence.

Beaucoup sont tombés à bras raccourcis sur Arnaud Montebourg après sa proposition de bloquer ou de taxer les transferts de devises des diasporas vers les pays d'origine afin de créer un rapport de force avec ces États et obtenir qu'ils accueillent leurs ressortissants expulsés.

Proposition irréalisable pour les uns, raciste et fasciste pour les autres, même si ces militants se revendiquant de gauche voient le racisme et le fascisme partout, sauf chez les indigénistes et les islamistes. Sous le feu des critiques, le candidat souverainiste de gauche a rétropédalé. C'est une erreur, il avait raison.

Les diasporas ont toujours été des vaches à lait pour les pays dont les immigrants sont originaires, qu'ils en soient ressortissants ou non.

L'exemple de l'Algérie est à cet égard archétypal: après deux ans de blocage en raison du Covid, les immigrants et leurs enfants peuvent enfin y retourner... à prix d'or, l'État conservant le quasi-monopole du transport aérien pour la compagnie aérienne algérienne.

Les billets d'avion sont à 1000 euros, il est moins cher d'aller en Thaïlande que d'aller en Algérie au départ de la France.

Beaucoup d'enfants d'immigrants ont fait le choix de prendre, assez tard, la nationalité algérienne, quand l'État algérien a

fait exploser le prix du visa, et sitôt la menace du service militaire expirée.

Les rapports des immigrés et de leurs enfants au pays d'origine est complexe: ils savent la corruption, la *hagra* (abus par la force) des institutions, mais c'est le pays de leurs parents, le leur, ils l'aiment.

Rapport complexe tout en étant financièrement très rentable, au point de pouvoir parler d'aide au développement implicite et d'évasion fiscale et sociale assumée.

La pauvreté de ma famille a été accentuée par les arbitrages budgétaires et financiers de mes parents : la majeure partie de l'argent, des salaires mais aussi des aides sociales, partait en Algérie dans la construction d'une grande maison

Je racontais dans mon livre *Les Nostalgiades* que j'avais réalisé récemment que la pauvreté de ma famille, ayant bénéficié des Restos du cœur et du Secours catholique, avait été accentuée par les arbitrages budgétaires et financiers de mes parents: la majeure partie de l'argent, des salaires mais aussi des aides sociales, partait en Algérie dans la construction d'une grande maison (dans laquelle nous ne vécûmes jamais, mon père ayant «réservé» une autre femme, plus jeune, au pays).

Nous n'aurions pas dû vivre aussi mal, pas avec le niveau de prestations sociales que nous touchions.

Ma naissance en France est également due à une forme de «benchmarking» assumée de mon père: il fit venir ma mère et ses quatre garçons vivant en Algérie, parce que c'était rentable.

Il n'avait jamais été dans ses intentions que nous restions en France.

C'est le statut des aides sociales qui est en question: elles

ne sont pas conçues pour être un financement à la vie au bled, à la construction de somptueuses maisons dans le pays d'origine, tandis que, pour économiser, ceux qui la perçoivent restent habiter, en France, dans des quartiers dégradés et ghettoïsés.

Cette réalité ne coïncide pas avec la vision misérabiliste de l'immigration et de ses descendants souvent véhiculée: les immigrés gèrent mieux leur budget que le gouvernement ne gère celui de la France.

Et ils font des choix.

Ils arbitrent entre des législations et choisissent le pays dans lequel celle-ci est la plus favorable.

Ils arbitrent encore au moment de choisir leur logement. Ils pourraient vivre dans plus petit et mieux situé, ou ils pourraient accepter de payer plus cher un logement de taille similaire dans un meilleur quartier.

Mais, pour le prix d'un petit logement ici, vous pouvez avoir une villa au bled, quel que soit le bled en question.

La différence de coût de la vie et de l'immobilier entre la France et les pays africains ou sud-asiatiques est en faveur des diasporas.

Un salaire juste suffisant au regard du coût de la vie en France permet l'aisance dans les pays plus pauvres.

Bien sûr que les diasporas font vivre leurs pays d'origine. Cela se vérifie avec l'Arménie, le Liban et les autres pays d'émigration.

Cela ne doit pas nous rendre aveugles à l'opportunisme de ces États, surtout quand ils ne cessent de cracher sur la France et d'attiser la haine, et sur celui de ces diasporas.

Elles ne font pas que déverser à perte des devises pour aider leurs familles. La structure de l'immigration compte beaucoup.

Aujourd'hui, les parents de nos parents étrangers sont morts, il nous reste les oncles, les tantes et les cousins.

On n'aide pas un cousin comme on aide une grand-mère ou une tante. Certes, on aide financièrement, et on envoie aussi des médicaments, parce que tout manque.

Tout cela est vrai.

Mais, en 2021, les diasporas maghrébines ne retournent pas au pays dans les mêmes conditions matérielles: quand elles se rendent dans leur pays d'origine, elles résident désormais dans la maison bâtie là-bas par leurs parents.

Elles offrent des vacances somptueuses aux petits-enfants d'immigrés. Comme le dit mon frère à ses enfants, lorsqu'ils passent leurs congés en Algérie: «Venez on va au resto, ça ne coûte rien», provoquant un rapport fantasmé au bled, pays d'un éternel été et de jouissance, alors que la vie en France est celle du travail, de l'école, des obligations administratives, de la vie dans des quartiers difficiles. Cette distorsion a un effet très réel sur le rapport au bled et sur le rapport à la France de ces descendants.

Il faut aussi dire que les diasporas investissent là-bas, créent des entreprises, se forgent aussi un patrimoine immobilier.

De manière anecdotique, je laisse à votre appréciation les paroles de ce tube, *Dieu Merci*, de Dadju, frère de Gims:

«J'ai donné mes premiers llets-bi à mes tantines, Western au Congo/ Après, j'ai changé d'habits, Louis Vuit', Gucci, pour me sentir beau / (...) Ma chérie, fais tes valises, on va quitter la street/ J'ai fait du bénéf' qu'on va investir en Afrique/ J'sais c'que c'est d'avoir la dalle, aujourd'hui, j'dis "Dieu

merci".»

La proposition d'Arnaud Montebourg est retirée, mais elle aurait donné lieu à une réflexion sur les aides sociales : elles doivent servir à permettre de vivre correctement en France, pas à vivre un été magnifique au bled

En plein confinement, au plus fort de la crise sanitaire et économique, j'avais été étonnée par la file d'attente devant une vitrine: il s'avéra que c'était celle d'un Western Union, icône des diasporas au point d'être chantée, et qui communique justement sur ces devises qui aident la famille restée au pays «à réaliser ses rêves».

Le maintien à un niveau élevé de ces transferts de devise (quoique, semble-t-il, en baisse au cours des confinements) s'est fait aux dépens de quelles dépenses

De quelles personnes?

Du paiement des loyers?

Du confort des enfants?

C'est mon hypothèse.

En outre, l'État et les collectivités territoriales ont versé quantité d'aides, pour éviter le pire, à des personnes qui ont usé de leur agentivité (*faculté, pour un agent, d'agir et d'influencer les événements, NDLR*) pour prioriser leur patrimoine au bled aux dépens de leur qualité de vie ici.

Perpétuant ce schéma de la bonne vie, de la vraie vie au bled, et du purgatoire ou de l'enfer en France.

Ajoutons que deux députés de la majorité ont fait adopter juste après la première vague du Covid, en juin 2020, une proposition de loi facilitant les transferts d'argent vers l'Afrique.

Aide au développement, disent-ils.

Dans ce cas, il faudrait peut-être déduire ces milliards de l'aide au développement officielle que nous versons aux pays africains.

La proposition d'Arnaud Montebourg est retirée, mais elle aurait donné lieu à une réflexion sur les aides sociales: elles doivent servir à permettre de vivre correctement en France, pas à vivre un été magnifique au bled, et je pense particulièrement aux enfants qui ne sont pas responsables des arbitrages de leurs parents, qui les pénalisent objectivement.

Ils méritent le meilleur, là où ils vivent, en France.

Quant aux transferts issus des salaires, il est évident que ceux qui les perçoivent sont libres d'en user à leur guise, sauf si en envoyer la majeure partie s'accompagne d'une pauvreté en France qui sera compensée par des aides sociales indues, puisque cette insolvabilité est alors choisie, à défaut d'être assumée.